

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/L-urgence-de-freiner-la-droiteRaul-Zibechi>

L'urgence de freiner la droite Raul Zibechi

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : samedi 16 janvier 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'une des plus grandes difficultés pour freiner l'offensive de la droite latinoaméricaine est la fragilité politique et idéologique du progressisme. Dans les prochaines années nous pouvons assister à un fait paradoxal : que la retraite de l'empire étatsunien dans la région aille de pair avec l'ascension de nouvelles droites, dans quelques cas à caractère patronal et dans d'autres liées au progressisme gouvernant.

Ces jours-ci, des débats et des batailles politiques se développent dans le Cône Sud du continent qui mettent en relief cette progression de la droite. Au Chili, ce dimanche, la droite peut revenir à *La Moneda*, mais si elle le fait cela sera parce que le progressisme a présenté le pire candidat possible, Eduardo Frei, qui pour beaucoup de Chiliens présente peu de différences avec Sebastian Piñera, à tel point qu'il n'a même pas pu récolter la moitié des sympathies dont dispose l'actuelle présidente Michelle Bachelet.

En Argentine, la droite s'est alignée derrière le président de la Banque Centrale, Martín Redrado, qui s'est refusé à suivre les injonctions de la *Casa Rosada* de payer une partie des échéances de la dette extérieure avec des réserves monétaires nationales. Encore une fois, le gouvernement de Cristina Fernández apparaît mis en échec depuis l'intérieur, comme cela lui est arrivé il y a presque deux ans quand le vice-président Julio Cobos est passé à l'opposition face au conflit entre le gouvernement et les membres de la corporation patronal rurale. Pour honteuses que peuvent être ces attitudes, on ne doit pas oublier que ce fut le gouvernement actuel qui les a placés aux postes qu'ils occupent, sachant même que l'actuel président de la Banque Centrale est un homme proche de Carlos Menem et de l'ex-ministre de l'Économie Domingo Cavallo.

Au Brésil, Lula fait marche arrière avec son Programme National des Droits de l'Homme devant la volée de critiques des médias, des militaires, de l'Église catholique et de l'opposition. La troisième édition de ce programme prévoit la création d'une Commission de Vérité pour empêcher que dorment à jamais les crimes de la dictature militaire brésilienne (1964-1985), pour réviser la Loi d'Amnistie de 1979, pour provoquer la légalisation de l'avortement et pour donner un caractère légal à l'union civile entre des personnes du même sexe, ainsi que quelques initiatives à caractère social. Bien que les mouvements sociaux et syndicaux appuient le programme, le président s'est montré disposé à le geler pour ne pas nuire à la candidate du PT et à l'actuel ministre de la *Casa Civil*, l'équivalent du Premier ministre, Dilma Rousseff, aux élections présidentielles d'octobre.

Dans les trois cas mentionnés, les offensives des droites respectives, toujours appuyées par les grands médias, ne peuvent que prospérer grâce aux fragiles et tièdes réponses du progressisme. Cependant, l'offensive de droite la moins connue est celle qui a eu lieu ces jours-ci à Punta del Este, en Uruguay, en pleine saison touristique. Un juge de Maldonado, capital du département où se trouve la station balnéaire, a décidé d'appliquer le polémique Code de Procédé Policier pour expulser de la station balnéaire « des délinquants imminents », c'est à dire des personnes avec des antécédents criminels ou « suspectes » de les avoir, bien qu'ils n'aient pas commis de délit. En peu de jours, 28 personnes ont été expulsées.

Comme l'a signalé l'hebdomadaire *Brecha*, la droite et les chefs d'entreprise de Punta del Este exigent que s'établisse quelque chose de semblable à une « zone libérée des sales, pauvres et laids », ce qui dans les faits est un châtimeux aux travailleurs pauvres qui se présentent dans ces endroits en recherche des postes de travail saisonniers. Bien que quelques magistrats aient condamné la décision de la justice la considérant inconstitutionnelle, alors que les entrepreneurs et les policiers l'applaudissent, le surprenant est la réaction d'une partie de la gauche. Eduardo Bonomi, tupamaro [ancienne guérilla de gauche], et futur ministre de l'intérieur quand José Mujica assumera la présidence le 1er mars, s'est montré partisan de la main dure et a assuré que « dans la gauche même, il y a un processus d'apprentissage » sur des sujets comme la sécurité et la délinquance.

Un homme comme Bonomi, qui a été durant des années prisonnier pour avoir pris les armes au nom de la révolution, a dit à un hebdomadaire de la droite, juste ce que ce secteur veut écouter : il est arrivé à justifier que l'on

agisse contre les enfants qui nettoient les pare-brise aux feux-rouges ou demandent de l'argent dans la rue. Selon son opinion, la finalité de la police est « de détecter les délinquants éventuels avant qu'ils ne commettent de délit ». Cette attitude « préventive » implique une sorte de criminalisation de la pauvreté et va de pair avec la militarisation des quartiers périphériques et d'autres zones « chaudes ». Tel a toujours été le discours de la droite qui a recours à la sécurité citoyenne comme forme de contrôle de ceux d'en bas.

Le cas uruguayen est grave parce que dans ce pays on n'était jamais allé aussi loin dans le « combat contre la délinquance ». Mais, surtout, parce que la gauche vient de gagner les élections avec ampleur et il n'y a pas de risque que la droite prenne le pouvoir au Frente Amplio. Les opinions du futur Ministre de l'Intérieur révèlent un virage d'ampleur qui est similaire à celui qui se produit dans d'autres progressismes du continent. Je veux dire que nous ne sommes pas devant un repli tactique mais devant l'adoption d'aspects centraux de l'idéologie de la droite.

Au-delà de ce qui se passera ce dimanche au Chili, et de la façon dont la crise argentine sera résolue, il est de plus en plus évident que le progressisme, ou bien une certaine gauche des classes moyennes et professionnelles, a touché le plafond et n'est pas déjà plus capable de produire quelque chose qui la distingue vraiment de la droite. Nous sommes devant une fracture sociale sans palliatifs, provoquée par le néolibéralisme mais que le modèle extra-activiste en cours continue d'approfondir, là où les classes moyennes et les travailleurs avec un emploi formel sont de plus en plus éloignés - culturellement et socialement - des pauvres des périphéries urbaines. Au fur et à mesure que les pauvres sortent de leurs ghettos ils sont perçus comme dangereux et on les accuse de délinquants ou de narcos. Seulement dans la Bolivie d'Evo Morales, le gouvernement accepte que ceux du « plus bas » puissent être des sujets politiques. Dans le reste du continent, même s'ils sont organisés dans des mouvements, on cherche de les distraire avec programmes sociaux ou on leur envoie la police.

[La Jornada](#) . Mexico, le 14 Janvier 2010.